

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Edouard Belin BP 54005
31055 Toulouse cedex 4.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

**ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7, avenue Edouard Belin
BP 54005
31055 Toulouse Cedex 4**

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500FCS080

**établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures
courantes et services, relatif à :**

Entretien et réparation ponctuelles des toitures des sites ENAC

Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat	3
2-1-Forme du contrat	3
2-2-Allotissement	4
Article 3 - Généralités	4
3-1-Pièces contractuelles.....	4
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	4
3-3-Protection de l'environnement	5
3-4-Réparation des dommages	6
3-5-Assurances.....	6
3-6-Autres obligations	7
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	8
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	8
4-2-Exécution complémentaire	9
4-3-Pénalités de retard	11
4-4 Pénalités diverses.....	12
Article 5 - Prix et règlement	12
5-1-Contenu des prix	12
5-2-Variation des prix.....	12
5-3-Modalités de règlement	13
5-4-Périodicité des paiements	14
5-5-Avance.....	15
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
6-1-Lieu d'exécution.....	15
6-2-Prise en charge	15
6-3-Moyens du titulaire	15
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	15
7-1-Vérifications	15
7-2-Admission	15
7-3- Période de garantie	16
Article 8 - Résiliation.....	16
Article 9 - Litiges et différends	16
Article 10 - Dérogations aux documents généraux	16

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC).

L'ENAC rassemble :

- des programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- des stages de formation continue ou de perfectionnement,
- des projets de recherche
- des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir des d'élèves et des stagiaires étrangers

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Entretien annuel et réparations des toitures et des chéneaux suivant les règles de l'art afin de pérenniser les ouvrages d'étanchéité des bâtiments de l'ENAC sur les sites de Toulouse (31), Muret (31), Castelnaudary (11), Carcassonne (11), Montpellier (34), Grenoble (38), Biscarrosse (40), Melun (77) et Saint Yan (71).

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre composite sans montant minimum et selon les montants maximum définis par lot ci-après et comprennent :

- Une partie forfaitaire pour les prestations d'entretien annuel
- Une partie à bon de commande pour les prestations de maintenance corrective objet du BPU.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Hors part forfaitaire, les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la fin du marché et ils pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à 6 mois après la fin du marché

2-2-Allotissement

Les prestations font l'objet de 4 lots géographiques :

Lot	Intitulé	Montant maximum de la part à bons de commande
N°1	Toulouse/ Muret/Castelnaudary/Carcassonne/ Montpellier	1 000 000 euros HT
N°2	Biscarrosse	230 000 euros HT
N°3	Saint-Yan / Grenoble	480 000 euros HT
N°4	Melun	40 000 euros HT

La description des prestations est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement de chaque lot et son annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les bons de commande.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficultés, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique.

Le titulaire mettra en œuvre une politique d'insertion professionnelle à destination des personnes éloignées de l'emploi. Un bilan annuel est transmis dans le cadre des comités de pilotage et /ou réunions périodiques.

3-3-Protection de l'environnement

Conditions d'exécution

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Sursis d'exécution

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis d'exécution au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités d'exécution (ex : tournées, conditionnement...). La reprogrammation de la date d'exécution peut déroger aux délais inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur. Le sursis d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis d'exécution ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

Gestion des déchets :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de sept (7) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de répondre aux appels d'offres ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-6-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations.

- Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée

- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent acte d'engagement / cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 Mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 Mois, soit une durée maximale de 48 Mois.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Les visites préventives sont fixées selon un calendrier semestriel établi par le titulaire et approuvé par le pouvoir adjudicateur et le délai d'exécution des prestations faisant l'objet de bons de commande sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Accès sur les sites

L'ENAC est composée de plusieurs bâtiments répartis sur plusieurs sites et nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le bon fonctionnement de l'Etablissement.

L'Etablissement assure l'accès libre sans danger au titulaire et aux personnes désignées par ce dernier. Les horaires normaux de fonctionnement sont de 7h30 à 20h30, du lundi au vendredi, hors jours fériés. Pendant cette période, les représentants du titulaire se présentent au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) avant toute intervention.

Lorsque les interventions du titulaire se font en dehors des heures de présence du RPA, les techniciens devront se présenter aux agents chargés de la surveillance des locaux pour obtenir l'autorisation d'accès.

L'horaire d'intervention doit tenir compte des impératifs d'exploitation de l'Etablissement (Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30), au-delà en cas de nécessité.

Certains locaux sensibles sont accessibles au moyen d'un badge nominatif. Le titulaire se verra attribuer des badges nominatifs pour ses techniciens.

4-2-2-Intervention de l'Etablissement

Sauf en cas d'urgence pour satisfaire aux instructions données par le titulaire, l'Etablissement s'engage à ne pas intervenir lui-même sans en avoir prévenu au préalable le titulaire et reçu son accord écrit. En cas d'urgence, cet accord sera obtenu par appel téléphonique et confirmé par courriel ou télécopie adressé par le titulaire.

4-2-3-Visites systématiques de maintenance préventive

Le titulaire établit pour l'ensemble des prestations de maintenance préventive, un calendrier semestriel des visites et interventions programmables.

Ce calendrier qui est soumis à l'accord préalable du RPA, précise :

- l'heure et le jour de la visite, son objet et sa durée possible ;
- le personnel et les entreprises intervenant dans l'Etablissement ;
- les locaux et/ou les équipements concernés.

Tout déplacement ou report de visite, sera soumis à un accord du RPA, 48 heures avant la date prévue, soit par appel téléphonique, suivi d'un courriel ou télécopie précisant la cause ou la raison.

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du titulaire mentionne sur les documents d'entretien l'essentiel de la visite effectuée.

Il atteste que les opérations systématiques prévues ont été bien effectuées et signale selon les modalités fixées par le RPA, celles effectuées à son initiative en mentionnant les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

Il porte ses observations telles que, anomalies constatées, usure de certains organes, risque de détérioration, etc,..., et les suites qu'il convient de donner. Il remplit ou complète les fiches de suivi des équipements contrôlés.

Si, lors d'une visite, le titulaire considère qu'une opération non couverte par l'entretien normal est nécessaire, il informe immédiatement le RPA. Il établit alors la liste des travaux à effectuer et des pièces à remplacer, accompagnée d'un devis. L'intervention ne se fera qu'après réception d'un bon de commande spécifique. L'Etablissement ne saurait en aucun cas être contraint de régler des sommes couvrant les interventions sans ledit bon.

4-2-4-Maintenance préventive conditionnelle et maintenance corrective

La durée des interventions de maintenance doit être réduite le plus possible. Elles sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers de l'Etablissement ou à son fonctionnement normal. Les interventions perturbant le fonctionnement devront être réalisées hors horaires normaux.

Si le titulaire estime que certaines prestations peuvent perturber le fonctionnement normal de l'Etablissement, il en informe sans délai le RPA et lui propose toutes les dispositions permettant de réduire la gêne.

Pour ce qui concerne les délais d'exécution ou de livraison des prestations faisant l'objet d'une commande, ils sont fixés dans chaque bon de commande.

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte-rendu, à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, au RPA.

4-2-5-Organisation et coordination des interventions

Le titulaire doit faire agréer la ou les personnes désignées comme interlocutrices du Pouvoir Adjudicateur (PA). Il met en place un carnet de liaisons afin d'enregistrer tous les messages destinés au responsable de la maintenance, qui possède la qualification et les compétences requises.

Le titulaire établit un compte-rendu périodique, mentionnant :

- les heures et dates des visites de maintenance ;
- les actions effectuées au cours de ces visites ;
- le personnel présent dans l'Etablissement ;
- les problèmes et incidents particuliers ;
- la liste des documents émis (rapports, courriels) relatifs à la maintenance.

4-2-6-Réunions

Une réunion périodique de maintenance sera organisée dans le cadre de ce contrat. Seront présents chez le titulaire, le Chargé d'affaires et le Technicien de maintenance.

Une réunion annuelle sera également programmée. L'ordre du jour de cette réunion comprend :

- l'examen de l'ensemble des documents de maintenance, des problèmes rencontrés et des incidents survenus ;
- l'examen des actions entreprises et des actions à entreprendre, les modifications éventuelles à apporter au planning.

Cette réunion s'accompagne d'une visite de tout ou partie des bâtiments.

Le titulaire établit et diffuse le compte-rendu de cette réunion, sur lequel sont mentionnés :

- les personnes présentes ;
- les commentaires ou réponses aux questions ;
- les observations formulées à l'occasion de l'inspection des bâtiments ;
- l'évolution des questions opérationnelles en cours.

4-2-7-Contrôle et conduite des actions de maintenance

Le titulaire assure le contrôle et l'encadrement des actions de maintenance. Il vérifie notamment le respect du planning semestriel, la bonne exécution des tâches de maintenance et le respect des consignes particulières données par le RPA. Il apporte avec l'accord du RPA, les modifications et mises à jour nécessaires au planning, pour maintenir la qualité des prestations de maintenance.

Le titulaire se charge de la diffusion aux personnes concernées des divers documents de maintenance, rapports, comptes-rendus, ainsi que des convocations aux réunions.

Dès le début du marché, le titulaire établit la liste nominative du personnel amené à intervenir au titre de la maintenance, pour l'agrément préalable par le RPA et lui signale au fur et à mesure toute modification de la ladite liste.

Il collecte à cet effet, les documents et renseignements complémentaires relatifs à ces personnes, demandés par le RPA, dans le cadre de la réglementation en vigueur. Cette liste et l'ensemble des documents annexés sont ensuite tenus à jour par le titulaire.

Il vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondante à sa mission et une bonne connaissance de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès, données par le RPA. Il assure également, sous sa responsabilité, l'organisation du travail, la discipline et l'application du règlement intérieur de l'Etablissement.

4-2-8-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

4-2-9-Claude de non-exclusivité

En cas d'incapacité du titulaire à fournir certaines fournitures ou prestations de service, l'ENAC peut recourir à un tiers.

4-2-10-Réalisation de prestations similaires

En application du Code de la Commande Publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

4-3-Pénalités de retard

L'ENAC mettra à jour le planning de maintenance préventive sous TWIMM au moins 2 semaines avant la première intervention programmée.

Les délais d'intervention en préventifs et correctifs mentionnés par le biais de ce logiciel feront foi pour l'application des pénalités sans mise en demeure préalable selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 500 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant des pénalités ne doit cependant pas excéder 1/10ème du montant forfaitaire annuel ou du montant total du bon de commande considéré.

Il n'y a pas de montant minimum exonératoire de pénalité en dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

4-4 Pénalités diverses

L'absence de fourniture des documents prévus au CCTP donnera lieu, sans mise en demeure préalable, à une pénalité de 100 euros par constat :

- Absence de remise du rapport de visite après entretien (article 2.3.5 du CCTP)
- Absence de remise du rapport annuel à la date d'anniversaire (article 2.3.6 du CCTP)

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Pour la partie forfaitaire : Les prix relatifs aux opérations récurrentes de maintenance sont traités à prix forfaitaires, sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date du mois précédent le mois de remise des offres.

Pour la partie à bons de commande : les prix relatifs aux besoins ponctuels sont traités à prix unitaires, sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement ou d'un devis dûment accepté et des quantités réellement exécutées. Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date du mois précédent le mois de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les Prestations.

Les tarifs définis dans le bordereau de prix comprennent également la livraison.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

5-2-Variation des prix

Le titulaire a la possibilité de faire bénéficier à l'ENAC d'offres promotionnelles.

Les prix du bordereau des prix et la part forfaitaire du marché sont fermes la première année d'exécution et révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le calcul de la révision de prix est **à la charge du titulaire, justificatifs du calcul à l'appui** (mentionner le numéro de marché dans les échanges) à l'adresse marches-publics@enac.fr.

Le titulaire transmet le calcul de la révision de prix ainsi que les annexes financières présentant les prix ainsi révisés dans un délai de 3 mois suivant la date anniversaire d'application de la révision de prix. Dans l'intervalle, les prix précédents continuent à s'appliquer. En cas de transmission de la révision de prix au-delà du délai de 3 mois, les nouveaux s'appliqueront à compter de la validation des nouveaux prix sans rétroactivité.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **janvier 2026**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Indices utilisés :

ICHT-F indice de coût horaire du travail, tous salariés, dans la construction

BT53: indice étanchéité dans le domaine du bâtiment

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,60 \times \text{ICHT-F}(n)/\text{ICHT-F}(o) + 0,25 \times \text{BT53}(n)/\text{BT53}(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- ICHT-F(n): dernière valeur connue de l'index à la date anniversaire de notification
- ICHT-F(o): valeur de l'index au mois Mo
- BT53(n): dernière valeur connue de l'index à la date anniversaire de notification
- BT53(o): valeur de l'index au mois Mo

L'index est publié sur le site du Moniteur et de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition d'un indice, les deux parties s'engagent à utiliser l'indice de remplacement qui sera préconisé par l'INSEE. Si aucun indice n'est proposé, les parties s'entendent sur un autre indice semblable acté par un avenant au contrat.

Clause de sauvegarde

En cas de variation de plus 5% par rapport aux prix initiaux, les parties pourront d'un commun accord convenir de l'application d'un coefficient de révision différent du résultat de la formule ci-dessus.

En cas de désaccord entre les parties, l'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

L'ordonnateur des dépenses est **le Directeur de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile**.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements sur les cessions ou nantissements de créances résultant du marché est **le Directeur Général de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile**.

Le comptable assignataire chargé des paiements est **l'agent comptable de l'ENAC**, bâtiment D, 7 avenue Edouard Belin, BP 54005, 31055 Toulouse Cedex 4.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Facturation électronique :

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

" Facturation électronique : Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
 - Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :
- ENAC - Toulouse Rangueil : 193 112 562 00015
- Le numéro d'engagement juridique ou le n° du bon de commande émis par l'ENAC

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R219210 du Code de la Commande Publique.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent tant pour la part forfaitaire que pour la part à bons de commande.

Le titulaire établit une facturation séparée pour chacune des parts :

- Une facture portant sur les prestations relatives à la part forfaitaire pour la maintenance annuelle
- Une facture portant sur les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande pour des prestations de maintenance corrective

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant au Code de la Commande Publique, soit lorsque le montant de la part forfaitaire ou indépendamment lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution des prestations, de la part forfaitaire ou indépendamment du bon de commande est supérieur à deux mois. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu (bons de commande) ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché (part forfaitaire).

Le taux de l'avance est de 5% du montant de la part forfaitaire annuelle ou du bon de commande considéré. Ce taux peut être ramené à 20% si le fournisseur est une PME.

En application du Code de la commande publique, l'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations sont à réaliser sur les sites précisés dans les engagements transmis pour la part forfaitaire et les bons de commandes pour la part à bons de commande.

6-2-Prise en charge

Le titulaire déclare parfaitement être informé de la constitution des locaux et la consistance des bâtiments dont il assure l'entretien des toitures.

6-3-Moyens du titulaire

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à la bonne exécution des prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement, de manutention et de levage ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections nécessaires.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS.

7-3- Période de garantie

Les ouvrages de toitures entretenues par le titulaire ayant fait l'objet d'une réparation doivent bénéficier d'une période de garantie de :

- parfait achèvement : 1 an
- garantie normale : 2 ans
- éléments cachés ou non accessibles : 10 ans

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :
Aucune dérogation apportée.

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.4 du CCAP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP
